



**CONSEIL DE COMMUNAUTE**  
**VENDREDI 17 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt , le dix sept juillet, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

**Secrétaire de séance**

GOALEC Bernard

**Excusés**

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)  
PHILIPPE Georges (pouvoir à CANN Joël)  
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
SERGENT André (pouvoir à SOUDON Chantal)  
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à SOUN Véronique)  
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)  
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)  
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)  
LETEURE Tiphaine (pouvoir à BODILIS Jean-François)  
YVINEC Odile (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)



Conseil de Communauté du 17 juillet 2020

Délibération n°DCC2020\_083

Objet	Représentations mandature 2020-2026 : Conseil de surveillance de l'hôpital Ferdinand Grall de Landerneau
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Affaires Générales
Thème	Affaires générales



Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

L'article L 2122-25 du Code général des collectivités territoriales précise que lorsqu'il est procédé à l'élection d'un nouveau président, non seulement il y a lieu de renouveler le Bureau mais aussi les délégués de la collectivité au sein des organismes extérieurs.

**DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,  
Conformément aux dispositions des articles L. 6143-5 L. 6143-6 et R. 6143-12 du Code de la santé publique (csp) relatifs à la composition du conseil de surveillance des établissements publics de santé et aux mandats de ses membres,  
Aucun conseiller n'ayant demandé le vote à bulletin secret, il est procédé à un vote à main levée.

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 16 juillet 2020

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique :** Désigne Jean-Luc LE SAUX pour siéger au conseil de surveillance du Centre hospitalier Ferdinand Grall de Landerneau.

*NB : la délibération sera notifiée au directeur de l'ARS qui arrête la composition du conseil de surveillance*

-----  
*Nul ne peut être membre d'un conseil de surveillance :*

*1° A plus d'un titre ;*

*2° S'il encourt l'une des incapacités prévues par les articles L. 5 et L. 6 du Code électoral ;*

*3° S'il est membre du directoire ;*

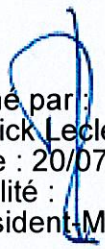
*4° S'il a personnellement ou par l'intermédiaire de son conjoint, de ses ascendants ou descendants en ligne directe un intérêt direct ou indirect dans la gestion d'un établissement de santé privé ; toutefois, cette incompatibilité n'est pas opposable aux représentants du personnel lorsqu'il s'agit d'établissements de santé privés qui assurent, hors d'une zone géographique déterminée par décret, l'exécution d'une mission de service public dans les conditions prévues à l'article L. 6112-2 ;*

*5° S'il est lié à l'établissement par contrat ; toutefois, cette incompatibilité n'est opposable ni aux personnes ayant conclu avec l'établissement un contrat mentionné aux articles L. 1110-*

11, L. 1112-5 et L. 6134-1, ni aux membres mentionnés au 2° de l'article L. 6143-5 ayant conclu un contrat mentionné aux articles L. 6142-3, L. 6142-5 et L. 6154-4 ou pris pour l'application des articles L. 6146-1, L. 6146-2 et L. 6152-1 ;

6° S'il est agent salarié de l'établissement. Toutefois, l'incompatibilité résultant de la qualité d'agent salarié n'est pas opposable aux représentants du personnel médical, pharmaceutique et odontologique, ni aux représentants du personnel titulaire de la fonction publique hospitalière ;

7° S'il exerce une autorité sur l'établissement en matière de tarification ou s'il est membre du conseil de surveillance de l'agence régionale de santé.

  
Signé par :  
Patrick Leclerc  
Date : 20/07/2020  
Qualité :  
Président-Maire